

## Présentation

Je m'appelle Marie-Christine Mourgue et suis présidente de SOS Femmes en Seine-Saint-Denis ainsi qu'administratrice de l'Union Régionale Solidarité Femmes d'Île-de-France qui regroupe 14 associations franciliennes spécialisées dans l'accueil, l'écoute, l'orientation, l'accompagnement et l'hébergement de femmes victimes de violences conjugales, seules ou avec leurs enfants co-victimes. Ces 14 associations adhèrent à la Fédération Nationale Solidarité Femmes qui gère le numéro national 39 19 dont les écoutantes ne sont pas concernées par l'octroi de l'indemnité issue de la mission Laforcade.

## **Voici quelques propos exprimant le désarroi des travailleuses sociales face à un métier qu'elles aiment, mais peu considéré et mal rémunéré.**

"C'est un métier de coeur et de passion. On sait pourquoi on va bosser le matin. Mais jusqu'à quel prix ? On a tous les jours des demandes de femmes victimes de violences conjugales qu'on ne peut pas satisfaire, faute de places d'hébergement. Et on est si mal payées !"

"J'ai un Bac+3, cinq ans d'ancienneté et je gagne environ 1.500 euros net". "A Paris ou en banlieue, avec un salaire pareil, c'est difficile de se loger décemment, en tout cas sans le salaire d'un conjoint".

"Comment bien accompagner des femmes plongées dans la précarité si nous sommes précaires, nous aussi ?"

"On nous relate des choses tellement horribles, ça finit par avoir un effet sur nos vies personnelles. C'est usant, émotionnellement".

"On manque de temps pour souffler et on doit prioriser pour parer au plus pressé".

"Chacune bricole dans son coin, et tout le monde craque du fait des postes vacants alors que l'accueil et l'hébergement doivent aller de pair avec un vrai accompagnement humain".

## **Ces difficultés persistantes sont également constatées par les dirigeant.e.s d'associations qui accompagnent les femmes victimes de violences conjugales**

"Avec des rémunérations si peu attractives, les difficultés de recrutement sont énormes pour l'ensemble des postes aussi bien pour les services sociaux, administratifs ou généraux".

"On parle davantage de violences conjugales et de féminicides, et c'est tant mieux. Mais les moyens n'ont pas suivi. Les pouvoirs publics nous confient une mission sociale essentielle et la financent, mais nos budgets sont très contraints".

"Par exemple depuis le Grenelle des violences conjugales tenu en 2019, en 3 ans, seules 8 places ont été créées pour mettre en sécurité les femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants co-victimes au sein de la seule association départementale spécialisée dans le domaine des violences conjugales en Seine-Saint-Denis".

Paris, le 8 juillet 2022 – Acte II du rassemblement.